



Assemblée générale

Distr. générale
17 février 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-septième session
Point 114 de l'ordre du jour
**Rapport du Secrétaire général sur le Fonds
pour la consolidation de la paix**

Fonds pour la consolidation de la paix

Rapport du Secrétaire général

Résumé

En 2022, le Fonds pour la consolidation de la paix a approuvé des aides d'un montant record de 231 455 573 dollars dans 37 pays. Le Fonds a continué de démontrer son utilité et de répondre à la demande nationale d'appui à la consolidation de la paix. Il a affecté 27 999 754 dollars aux programmes transfrontières, 75 573 655 dollars pour soutenir les phases de transition de la présence des Nations Unies et un montant record de 85 882 749 dollars en faveur de l'autonomisation des femmes et des jeunes. Alors que 32 partenaires donateurs se sont engagés à verser 170,8 millions de dollars au Fonds, les événements survenus dans le monde – souvent tragiques, parfois encourageants – exigent que davantage d'argent soit consacré à la paix. Toutefois, sans une augmentation des contributions en conséquence, le montant des aides approuvées en 2023 chutera par rapport au niveau record de 2022. À cet égard, la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement de la consolidation de la paix qui s'est tenue en avril 2022 a constitué une étape essentielle vers un financement accru, plus prévisible et pérenne de la consolidation de la paix.



I. Introduction

1. Le présent rapport annuel, qui porte sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, est le treizième rapport présenté à l'Assemblée générale en application de sa résolution 63/282. Il couvre la troisième année de la stratégie du Fonds pour 2020-2024 et sera complété par un rapport financier certifié que publiera le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires le 1^{er} mai 2023 au plus tard¹.

2. Les événements survenus dans le monde en 2022, certains positifs et d'autres lourds de conséquences, exigent que nous consacrons davantage d'argent à la paix. Le conflit armé en Ukraine et ses répercussions, les tentatives de renversement de gouvernement et les changements anticonstitutionnels de gouvernement, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, ainsi que la violence en bande organisée en Amérique latine et dans les Caraïbes sont autant d'illustrations saisissantes du coût humain des conflits et des crises politiques. À l'opposé, l'année 2022 a également été marquée par des cessez-le-feu, des accords de paix et des accords politiques, des plans de transition et des dialogues nationaux, mettant en évidence les possibilités qui existent de prévenir la violence et de favoriser un développement pacifique.

II. Situation générale et stratégie du Fonds

3. La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement de la consolidation de la paix qui s'est tenue les 27 et 29 avril 2022 a constitué une étape essentielle en ce qui concerne l'engagement des États Membres en faveur d'un financement accru, plus prévisible et pérenne de la consolidation de la paix. La réunion a abouti à l'adoption unanime par l'Assemblée générale d'une résolution (76/305), dans laquelle l'Assemblée s'est dit consciente du sous-financement persistant de la consolidation de la paix et a défini des mesures pour y remédier. Parmi ces mesures figurent l'examen par la Cinquième Commission de la possibilité de financer le Fonds par des contributions statutaires, la révision du mandat du Fonds et l'accent mis sur les indicateurs de performance et l'efficacité. L'Assemblée générale y a également souligné qu'il importait d'accorder une attention accrue à la prévention et à la consolidation de la paix, de faire participer les femmes et les jeunes et de soutenir la société civile. Elle a encouragé les États Membres et les entités du secteur privé à prendre des mesures concrètes pour renforcer les partenariats à l'appui des efforts de consolidation de la paix. Avant la réunion de l'Assemblée générale, des représentantes et représentants des États Membres, des entités des Nations unies, des organisations de la société civile et du secteur privé ont participé à quatre tables rondes organisées en partenariat avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, sur les thèmes suivants : a) financement de la consolidation de la paix au niveau local ; b) résultats et ressources du Fonds ; c) investissement du secteur privé en faveur de la paix ; d) souplesse du financement de la consolidation de la paix, y compris dans les contextes de transition des missions des Nations Unies. Dans une démarche connexe, le Secrétaire général a proposé d'utiliser les contributions statutaires pour assurer un soutien annuel au Fonds en complément du financement volontaire (voir A/76/732), proposition qui est actuellement examinée par la Cinquième Commission.

4. En 2022, le Fonds et la Commission de consolidation de la paix ont continué d'intensifier les synergies. La Commission a organisé cinq réunions régionales, et

¹ On trouvera des informations détaillées à l'adresse suivante : <https://www.un.org/peacebuilding/fr> ; des informations complètes sur les différents projets sont quant à elles disponibles sur le portail du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, à l'adresse <http://mptf.undp.org>.

10 des 11 réunions consacrées à un pays ont porté sur les pays qui sont admis au bénéfice de l'aide du Fonds. La Commission a salué le rôle déterminant que jouait le Fonds auprès du Conseil de sécurité, qu'il conseillait sur la République centrafricaine, la Colombie et la région des Grands Lacs, ainsi que sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine. Par exemple, en République centrafricaine, l'action de la Commission tendant à appuyer la revitalisation de l'accord de paix et à maintenir la dynamique du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, ainsi que de la participation accrue des femmes et des jeunes, a éclairé la décision du Fonds de financer trois nouveaux projets pour un budget prévu de 9,5 millions de dollars.

5. En 2022, 32 États Membres ont pris, à titre volontaire, de nouveaux engagements en faveur du Fonds pour un montant total de 170,8 millions de dollars. Bien en deçà des 275 millions de dollars visés, ils ont porté le total des engagements et des annonces de contributions en faveur de la stratégie du Fonds pour 2020-2024 à 700 millions de dollars, soit moins de la moitié de l'objectif de 1,5 milliard de dollars. En 2022, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, qui gère le Fonds au nom du Secrétaire général, a approuvé des programmes d'un montant total sans précédent, à savoir 231 455 573 dollars, dans 37 pays, ce qui met en évidence l'accroissement de la demande et la nécessité de soutenir les efforts nationaux de consolidation de la paix en apportant un appui souple aux effets de catalyseur. Le Secrétaire général a admis la Bosnie-Herzégovine au bénéfice de l'aide du Fonds et a renouvelé l'admission de Madagascar pour cinq ans. En Bosnie-Herzégovine, le Fonds soutiendra la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2021-2025, notamment son pilier Cohésion sociale, visant à améliorer les relations intercommunautaires, et son pilier Gouvernance, visant à aider les institutions à être plus réactives et plus transparentes et comptables de leurs actes. Une des priorités du portefeuille de projets devrait être la relance de la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité en Bosnie-Herzégovine, ainsi que le soutien aux efforts de réconciliation. À Madagascar, l'évaluation du portefeuille 2021 a guidé la décision stratégique de se concentrer sur : a) une participation politique et sociale plus ouverte et un espace civique plus inclusif, en particulier pour les femmes et les jeunes ; b) l'élargissement de l'accès aux mécanismes de résolution des conflits, aux mécanismes de contrôle citoyen et à la sécurité locale ; c) l'amélioration de la sécurité et de la résilience des groupes de population marginalisés.

6. Sur les 109 nouveaux projets approuvés en 2022, 79 % sont directement exécutés par 18 organismes des Nations Unies, 16,5 % le sont par des acteurs de la société civile et 4,5 % sont des projets conjoints d'entités des Nations Unies et d'organisations de la société civile. Le montant total pour lequel les organisations de la société civile sont des bénéficiaires directs a atteint 31 324 720 dollars, soit une augmentation de 50 % par rapport à 2021. Les fonds alloués ont continué d'aller principalement aux trois domaines d'investissement prioritaires définis dans la stratégie du Fonds pour 2020-2024, à savoir le soutien aux programmes transfrontières, l'appui aux situations de transition de la présence des Nations Unies et la promotion de la participation des femmes et des jeunes aux programmes de paix et de sécurité. Sur les fonds octroyés en 2022, 12 % ont été alloués aux approches transfrontières et régionales, 33 % à la facilitation des transitions et 37 % à l'autonomisation des femmes et des jeunes² (voir tableau 1) à comparer aux objectifs fixés, qui étaient de 20 %, 35 % et 25 %, respectivement.

² Les engagements par domaine d'investissement prioritaire peuvent se recouper. Par exemple, des projets portant sur l'autonomisation des femmes et des jeunes peuvent s'inscrire dans des approches transfrontières ou dans des contextes de transition.

Tableau 1
Portefeuille du Fonds pour la consolidation de la paix par domaine d'investissement prioritaire en 2022

	<i>Domaine d'investissement prioritaire n° 1 : approches transfrontières et régionales</i>	<i>Domaine d'investissement prioritaire n° 2 : faciliter les transitions</i>	<i>Domaine d'investissement prioritaire n° 3 : autonomisation des femmes et des jeunes</i>
Montant total des engagements (en dollars des États-Unis)	27 999 754,00	75 573 655,36	85 882 748,64
Nombre de projets	16	34	42
Pays	12	8	28
Bénéficiaires	8	26	34
Part du portefeuille (en pourcentage)	12	33	37

7. De nombreux projets approuvés en 2022 visaient à s'attaquer aux facteurs de conflit existants et à anticiper les menaces futures contre la paix et la sécurité, notamment par des stratégies de prévention des conflits qui tiennent compte des questions de genre. Par exemple, au Mali, le soutien du Fonds permettra au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), en collaboration avec la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires et la Division des droits de l'homme et de la protection de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, d'améliorer l'accès des femmes et des jeunes aux mécanismes de justice formelle et traditionnelle et de renforcer la résilience des groupes de population exposés au risque de radicalisation. Au Nigéria, une nouvelle intervention de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du PNUD et d'ONU-Femmes vise à renforcer les réponses non militaires au conflit et à l'insécurité dans les États de Kaduna et de Katsina. En Libye, le Fonds crée des moyens de subsistance durables pour les femmes et les jeunes, et appuie également les feuilles de route pour la stabilisation et le redressement dans le sud du pays grâce à un programme conjoint associant l'OIM, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Cette intervention se veut un catalyseur pour amplifier les programmes et la présence des Nations Unies dans la région, facilitant ainsi l'exécution du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, récemment approuvé. Le PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et ONU-Femmes ont commencé à mettre en œuvre un projet de deux ans qui réunit l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, la Serbie et le Kosovo³ en vue d'aider les jeunes femmes et les jeunes hommes à promouvoir une meilleure compréhension mutuelle, le respect de la diversité, l'établissement de relations de confiance et la cohésion sociale.

8. Par les projets nouvellement approuvés, le Fonds continue de renforcer son portefeuille, répondant aux enjeux de sécurité climatique en s'attachant à la prévention et à la gestion des conflits concernant les ressources naturelles et d'autres risques de sécurité liés au climat. Dans le cadre d'un nouveau projet à la frontière entre le Niger et le Bénin, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PNUD encourageront la collaboration transfrontalière entre les populations locales, les institutions, les chefs religieux et le secteur de la sécurité.

³ Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999).

En favorisant le partage des ressources naturelles, le projet vise à permettre un accès équitable aux moyens socioéconomiques, notamment aux infrastructures et aux activités productives et commerciales. Au Soudan, le Fonds prévoit de s'appuyer sur les stratégies de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience appliquées par la FAO et l'OIM pour s'attaquer aux facteurs de conflit et promouvoir la cohésion sociale à Gedaref. Enfin, dans le cadre d'un projet innovant de financement mixte en République démocratique du Congo, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Fonds d'équipement des Nations Unies soutiennent la mise en œuvre d'un accord de cogestion public-privé pour le parc national de Kahuzi-Biega, garantissant une approche fondée sur les droits humains et une exploitation durable des ressources naturelles par et pour les populations locales.

9. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a passé commande d'un examen indépendant à mi-parcours de la stratégie du Fonds pour 2020-2024. Les résultats préliminaires indiquent que la stratégie reste valable dans un monde très instable. Les recommandations formulées pour que les programmes donnent des résultats plus probants sont les suivantes : a) intensifier la participation des acteurs nationaux aux programmes transfrontières ; b) préciser la définition des contextes de transition et adapter les programmes plus particulièrement à ces contextes ; c) renforcer l'intégration des programmes axés sur le genre et la jeunesse dans les cadres de résultats stratégiques ; d) donner une efficacité accrue aux comités directeurs conjoints avec les autorités et les partenaires pour superviser l'utilisation des ressources du Fonds au niveau national ; e) mettre à l'essai des approches plus audacieuses à l'égard des groupes difficiles à atteindre, notamment en élargissant la portée du dialogue avec la société civile. Pour ce qui est de l'efficacité et de la cohérence, il est préconisé que le Fonds s'intègre de manière plus énergique aux cadres d'ensemble des Nations Unies, et investisse davantage dans la conception, le suivi et l'évaluation au siège et au niveau des pays. Le rapport final a été publié en janvier 2023⁴, et la réponse de l'administration est attendue dans les mois qui viennent.

10. Pour renforcer les résultats obtenus grâce aux ressources du Fonds dans les pays pouvant bénéficier du mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix, le Fonds élabore des cadres de résultats stratégiques avec les parties prenantes nationales, définissant des résultats et des indicateurs en matière de consolidation de la paix pour la période de cinq ans pendant laquelle les pays sont admis au bénéfice du financement. Les cadres de résultats stratégiques permettront à l'Organisation et à ses partenaires d'améliorer le suivi des résultats pour les populations, de mieux coordonner l'action menée pour consolider la paix et d'évaluer plus facilement les effets obtenus. Après avoir adopté ces cadres avec succès au Guatemala, au Kirghizistan et au Soudan du Sud en 2021, le Fonds a donné plus d'ampleur à cette dynamique et mis en place huit nouveaux cadres en 2022 en Haïti, au Honduras, au Libéria, en Mauritanie, au Niger, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan. Pour encourager davantage l'appropriation des programmes par les pays, dans les pays pouvant bénéficier de l'appui du Fonds, des comités directeurs conjoints fournissent des orientations et un encadrement stratégiques et prennent des décisions sur l'affectation des aides du Fonds dans le pays (voir tableau 2). Les comités directeurs conjoints sont coprésidés par l'État et le Coordonnateur résident ou la Coordonnatrice résidente, et comprennent des représentants de la société civile, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et d'autres parties prenantes.

⁴ Salif Nimaga et Anne Moltès, *Final Report: Mid-Term Review Review-UN Secretary-General's Peacebuilding Fund Strategy 2020-2024* (publication des Nations Unies, 2023).

Tableau 2
Décisions du Fonds pour la consolidation de la paix en 2022

(En dollars des États-Unis)

	<i>Mécanisme de financement des interventions rapides</i>	<i>Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix</i>	<i>Total</i>
Albanie	1 144 902,00	–	1 144 902,00
Bénin	1 599 929,00	–	1 599 929,00
Bosnie-Herzégovine	4 398 800,00	–	4 398 800,00
Burkina Faso	3 364 200,00	4 500 000,00	7 864 200,00
Burundi	3 458 604,80	2 000 000,00	5 458 604,80
Cameroun	2 000 000,00	7 287 918,00	9 287 918,00
Colombie	3 728 692,50	3 987 734,00	7 716 426,50
El Salvador	2 000 000,00	3 000 000,00	5 000 000,00
Équateur	2 998 895,51	–	2 998 895,51
Gambie	500 000,00	4 861 660,00	5 361 660,00
Guatemala	2 000 000,00	1 999 999,00	3 999 999,00
Guinée	1 850 000,00	8 073 615,96	9 923 615,96
Guinée-Bissau	2 000 000,00	9 973 601,00	11 973 601,00
Haïti	3 494 000,04	8 813 996,00	12 307 996,04
Honduras	2 000 000,00	3 999 915,00	5 999 915,00
Kirghizistan	1 900 000,00	2 625 864,40	4 525 864,40
Libéria	4 300 000,00	1 511 331,89	5 811 331,89
Libye	5 088 026,00	–	5 088 026,00
Macédoine du Nord	652 702,00	–	652 702,00
Madagascar	3 000 000,00	–	3 000 000,00
Malawi	3 000 000,00	–	3 000 000,00
Mali	2,817 900,00	10 000 000,00	12 817 900,00
Mauritanie	–	9 949 470,00	9 949 470,00
Niger	4 167 966,00	9 999 760,00	14 167 726,00
Nigéria	5 529 767,00	–	5 529 767,00
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 335 003,00	–	3 335 003,00
République centrafricaine	2 000 000,00	1 888 952,00	3 888 952,00
République de Moldova	2 452 500,00	–	2 452 500,00
République démocratique du Congo	–	8 000 000,00	8 000 000,00
Sénégal	2 000 000,00	–	2 000 000,00
Serbie	1 150 893,00	–	1 150 893,00
Sierra Leone	5 913 967,12	3 000 000,00	8 913 967,12
Somalie	1 100 000,00	6 509 223,53	7 609 223,53
Soudan	3 498 930,98	12 000 000,00	15 498 930,98
Soudan du Sud	2 000 000,00	9 725 863,66	11 725 863,66
Tchad	3 500 000,00	890 561,00	4 390 561,00

	<i>Mécanisme de financement des interventions rapides</i>	<i>Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix</i>	<i>Total</i>
Kosovo ^a	652 702,00	–	652 702,00
Monde	2 257 726,90	–	2 257 726,90
Total	96 856 107,85	134 599 465,44	231 455 573,29

Source : Bureau d'appui à la consolidation de la paix et Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, janvier 2023.

Note : Il est rendu compte dans le tableau des décisions de financement qui ont été prises en 2022. Les fonds sont transférés, par tranches, après l'approbation des projets, ce qui peut avoir lieu les années suivantes.

^a Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999).

III. Résultats et acquis de la consolidation de la paix

A. Domaine d'investissement prioritaire n° 1 : soutenir les approches transfrontières et régionales

11. Les facteurs de conflit ayant souvent une origine régionale ou des répercussions par-delà les frontières, le portefeuille du Fonds vise à encourager les réponses transfrontières aux besoins en matière de consolidation de la paix, notamment en ménageant de nouvelles modalités d'action aux organisations de la société civile. Dans la région du Liptako-Gourma de la zone des trois frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, le Fonds met à l'essai un dispositif de financement avec Mercy Corps grâce auquel des comités de sélection dans les trois pays, composés de représentants du Fonds, des États, de la société civile et de prestataires de services locaux, ont sélectionné 72 initiatives locales de consolidation de la paix issues de consultations tenues auprès des populations locales pendant la phase de conception. La FAO et l'OIM visent à réduire la pression sur les ressources pastorales et les conflits violents liés à la transhumance grâce à un système d'alerte et de signalement rapides et à des mécanismes de gestion des conflits dans la même zone. En 2022, 213 conflits agropastoraux et intercommunautaires avaient été recensés grâce au système d'alerte, et 59 % avaient été réglés.

12. La transhumance ainsi que la prévention et la gestion des conflits agropastoraux sont au centre d'autres interventions transfrontières efficaces du Fonds. À la frontière entre le Mali et la Mauritanie, 77 % des 367 alertes ont été traitées grâce à la mise en œuvre d'activités par la FAO et l'OIM. Les capacités des communautés transfrontières de prévenir et de gérer les conflits ont augmenté, notamment grâce à la création de 24 comités de village, au renforcement de leurs capacités et au recensement systématique des facteurs de conflit. Le PAM et l'OIM exécutent un projet qui vise à instaurer la paix à la frontière entre la Guinée et la Sierra Leone. Outre le suivi des flux de transhumance et le travail au niveau politique réalisés dans le cadre du projet, des rencontres avec les populations locales et des réunions transfrontières réunissant 200 participants et des représentations théâtrales touchant 2 000 personnes ont été organisées et des messages ont été diffusés qui ont donné lieu à des discussions constructives parmi les populations locales sur les problèmes rencontrés par les éleveurs et les agriculteurs et sur les solutions possibles. À la frontière entre la Côte d'Ivoire et la Guinée, l'insécurité et les changements climatiques ont eu une incidence sur les mouvements de transhumance, entraînant des conflits locaux récurrents. La première année de mise en œuvre d'un projet de la FAO et de l'OIM visant à renforcer le dialogue et la cohésion sociale dans les populations frontalières a été marquée par une série de dialogues transfrontières, le relevé

collaboratif de couloirs de transhumance qui traversent environ 80 villes et villages et la mise en évidence de 17 zones sujettes aux conflits sur 35 lieux de concentration du bétail. Trente personnes surveillent les itinéraires principaux, ce qui sera essentiel pour le système d'alerte et de réaction rapides.

13. Lorsque la dynamique de la mobilité humaine est source de conflit dans les zones frontalières, les populations locales ont besoin de solutions durables, qui coïncident avec l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix. En Amérique centrale, l'OIM, le PNUD et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) mettent en œuvre une initiative par laquelle El Salvador, le Guatemala et le Honduras ont conjointement renforcé la coordination sous-régionale. En octobre 2022, les trois pays ont conclu sept accords dans le cadre de l'espace d'échange trinational afin de favoriser des pratiques, des stratégies et des politiques bien conçues pour améliorer l'assistance aux rapatriés ayant des besoins de protection, notamment les victimes de la traite des personnes, et faciliter l'intégration pacifique et durable des migrants et des communautés d'accueil. Cette coordination a également débouché sur la campagne de communication « Cœurs en mouvement », qui vise à promouvoir l'inclusion et l'intégration pacifique des migrants dans les communautés d'accueil des trois pays.

B. Domaine d'investissement prioritaire n° 2 : faciliter les transitions

14. La reconfiguration et le retrait des effectifs et des moyens des opérations de paix offrent des occasions cruciales de consolider les acquis de la paix, mais comportent également des risques de retour des troubles. En 2022, le Fonds a été témoin des résultats obtenus grâce aux programmes visant à renforcer la résilience des communautés touchées par les conflits et à transformer la manière dont les institutions locales et nationales préviennent et gèrent les conflits dans les contextes de transition des missions des Nations Unies. L'année a été marquée par la conclusion d'un programme de 20 millions de dollars sur deux ans au Soudan ; ce programme a permis de fournir un financement provisoire aux priorités de consolidation de la paix dans le contexte du retrait des effectifs et des moyens de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, et a généré des dividendes de la paix dans les cinq États du Darfour. Mis en œuvre par le PNUD, l'UNICEF, le HCR, la FAO, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et l'OIM, le programme a facilité de manière décisive la transition du système des Nations Unies au Soudan. Entre autres résultats, la sécurité locale et l'état de droit ont été renforcés par la formation de plus de 450 policiers, les tensions portant sur les services essentiels ont été réduites par la fourniture d'eau potable à plus de 34 400 personnes, et 70 comités de proximité destinés à résoudre les conflits locaux ont été créés ou renforcés. Des plans de réintégration spécifiques à chaque localité ont été conçus, dont certains ont bénéficié d'un soutien financier complémentaire de la part de donateurs. Les huit plans d'action par localité élaborés dans le cadre du programme au Darfour ont servi de base à l'élaboration d'un projet de 24 millions de dollars qui devrait être mis en œuvre par un consortium d'organisations de la société civile et qui fait actuellement l'objet de discussions entre les donateurs. En outre, tirant parti des programmes du Fonds, l'UNICEF et le PAM ont lancé un programme conjoint de 100 millions d'euros sur quatre ans axé sur la résilience et la cohésion sociale, ce qui illustre le rôle de catalyseur que joue le Fonds. Le Fonds contribue donc au lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix et a joué un rôle déterminant dans le surcroît d'attention accordée à la consolidation de la paix par les organismes des Nations Unies dans un contexte de transition.

15. À la suite de la transition de la présence des Nations Unies liée à la fermeture, en 2020, du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en

Guinée-Bissau, le soutien du Fonds a permis de renforcer les compétences en matière de médiation et de dialogue de 100 membres du Parlement, de partis politiques et de la société civile, qui sont désormais de plus en plus souvent appelés à animer des initiatives de dialogue dans le pays en réponse à la situation politique. Le même projet, exécuté par le PNUD, l'UNESCO, le FNUAP et le PAM, soutient un espace de consultation des organisations de la société civile, qui rassemble plus de 25 organisations et représente un acteur essentiel du suivi de l'action étatique. Les organisations de la société civile ont montré leur capacité à se mobiliser rapidement, notamment à la suite du coup d'État manqué du 1^{er} février 2022, ce qui témoigne du dynamisme croissant de l'espace civique. Pour améliorer la transparence et la confiance au sein des institutions de l'état de droit, le Fonds finance une initiative de l'OIM, du PNUD et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) qui vise à promouvoir un maintien de l'ordre inclusif et une amélioration des relations entre la police et les populations locales grâce à des commissariats de police modèles et l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption, approuvée en avril 2022. Un projet mis en œuvre par Interpeace et Voz di Paz a mis en relation 212 jeunes leaders et permis de financer 11 petits projets exécutés par des groupes de jeunes ; ce mécanisme de microincitation a touché plus de 1 100 personnes. Une enquête menée dans le cadre du projet a indiqué qu'ainsi, 75 % des jeunes pensaient que les institutions locales tenaient souvent compte de leur avis, et 74 % ont déclaré avoir participé à une prise de décisions au moins une fois depuis le début du projet. Avant le projet, 46 % des jeunes ciblés pensaient que leur participation aux décisions était limitée.

16. Au Libéria, une nouvelle loi électorale impose aux partis politiques de respecter un quota obligatoire de 30 % de femmes sur leurs listes, grâce aux efforts du Women's Legislative Caucus of Liberia (Groupe législatif des femmes du Libéria) et à l'engagement politique et à la mobilisation de la société civile libérienne, qui ont tous deux opportunément bénéficié d'une assistance technique soutenue par le Fonds. En complément des activités en cours dans le pays, le Fonds travaille avec le PNUD et ONU-Femmes pour promouvoir une participation politique sans exclusive et éliminer la violence contre les femmes en politique. Sur 33 partis politiques, 28 ont signé le protocole sur la violence à l'égard des femmes dans les élections et en politique, défendu par la Commission électorale nationale (National Election Commission) et soutenu dans le cadre du projet. En parallèle, les organisations de la société civile participant aux activités du projet renforcent les capacités des leadeuses de participer aux élections générales de 2023. À ce jour, 262 femmes ont reçu une formation à l'exercice de responsabilités et à la sensibilisation et à la mobilisation. Une enquête menée dans le cadre du projet a indiqué qu'au niveau local, 79 % des femmes pensaient que leurs droits fonciers étaient respectés, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 30 % de départ. Des conflits de longue date concernant les limites des terres ont pris fin après qu'on a érigé des bornes d'angle pour démarquer ces limites dans de nombreuses communautés. En outre, 350 personnes touchées par la concession foncière, dont 181 femmes, ont bénéficié d'interventions visant à créer des moyens de subsistance de remplacement pour atténuer les conflits et rétablir leurs revenus. Ce sont les résultats d'un projet du PNUD, d'ONU-Femmes et du PAM qui établit des ponts avec 42 collectivités dans quatre comtés pour améliorer l'accès aux services liés à la terre et la participation à la gouvernance foncière et au règlement des conflits.

17. Le Fonds continue d'accompagner la transition progressive de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et son retrait des provinces du Kasaï et du Tanganyika. Au Kasaï, l'OIM et le HCR ont soutenu le retour volontaire d'Angola de 821 réfugiés congolais afin d'améliorer la protection des rapatriés et de réduire les tensions entre les rapatriés et

les communautés d'accueil. Deux cents logements ont été construits pour les rapatriés et les personnes déplacées, on a épaulé 600 ménages pour qu'ils puissent accéder à des terres pour le logement et la nourriture, et les autorités locales ont été appuyées dans la délivrance de titres fonciers collectifs. Des comités de paix locaux associant des femmes et des jeunes ont été chargés de régler les différends, notamment en matière de terres. La prochaine priorité du projet sera d'enregistrer les titres fonciers individuels, en particulier pour les femmes, qui font régulièrement l'objet de discriminations dans l'accès à la terre. L'organisation nationale Fonds pour les femmes congolaises a contribué à réduire les tensions et à améliorer l'autonomisation des femmes entre les communautés twa, banyamulenge et bantoues et à l'intérieur de celles-ci. À Lugogo, un dialogue entre les populations locales et les groupes armés actifs dans la région a permis le retour de Twa et de Bantous dans leurs communautés.

18. L'admission d'Haïti au bénéfice de l'aide du Fonds a été décidée dans le contexte de la fermeture de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti, qui a clos une période de 15 années consécutives de maintien de la paix dans le pays. Malgré la détérioration rapide de la situation de sécurité et des conditions de vie de la population, les efforts visant à réduire la violence à l'échelon local se sont poursuivis. Le PNUD, le FNUAP et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ont inscrit 156 jeunes, dont 88 jeunes femmes, à des activités d'entrepreneuriat en faveur de la paix, qui ont débouché sur la création d'entreprises à Martissant et à La Saline afin de développer le secteur privé local, de favoriser l'autonomisation économique des jeunes et de soutenir la consolidation de la paix. Dans les zones difficiles d'accès de Cité Soleil, Bel-Air et Saint Martin, l'organisation Concern Worldwide et l'organisation haïtienne Lakou Lapè ont mis en place une plateforme de 500 jeunes agents de paix, dont 259 filles, qui travaillent sur la transformation des conflits et la médiation locale. ONU-Femmes et l'Organisation mondiale de la Santé, en collaboration avec Concern Worldwide, ont recensé et soutenu les acteurs et les services d'assistance téléphonique en matière de santé mentale afin que davantage de victimes de la violence locale y aient accès. Ainsi, 704 femmes et filles rescapées de violences sexuelles ont bénéficié d'un soutien en matière de santé mentale et d'aide psychosociale, et 23 formateurs et formatrices ont été formés à travailler avec des femmes et des filles déplacées par l'activité des bandes organisées et hébergées en refuge. Une aide juridique a été fournie à plus de 100 femmes et filles en détention provisoire prolongée, avec le soutien du PNUD, de l'UNICEF et d'ONU-Femmes. Avant que ne soient programmées des élections qui auraient dû l'être il y a longtemps, le PNUD et ONU-Femmes ont soutenu la création d'une alliance de 791 organisations de femmes comptant au total 249 000 membres. L'alliance noue actuellement un partenariat avec le Conseil électoral provisoire et la Police nationale d'Haïti pour prévenir la violence contre les femmes. L'OIM et le PNUD ont également travaillé avec la police nationale pour réduire la circulation illicite d'armes et renforcer le contrôle des armes et des munitions par la formation de 75 agents dans quatre régions. Ils ont également collaboré avec le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes pour améliorer les réglementations nationales sur les armes de petit calibre et renforcer la gestion des stocks d'armes.

C. Domaine d'investissement prioritaire n° 3 : favoriser l'inclusion par l'autonomisation des femmes et des jeunes

19. Pour la sixième année consécutive, le Fonds a dépassé son objectif interne consistant à consacrer 30 % des fonds alloués à l'égalité des genres : les investissements tenant compte des questions de genre représentent 47 % du total, ce qui témoigne d'une intégration efficace de la dimension de genre dans les

programmes ordinaires du Fonds⁵. Parmi les projets sélectionnés en 2022 dans le cadre de l'Initiative pour la promotion des jeunes et de l'égalité des genres, qui représente un total de 46,7 millions de dollars, 13 s'attachaient à aider les organisations de la société civile, groupes et réseaux de femmes à renforcer leurs capacités institutionnelles de contribuer durablement à la consolidation de la paix. Quatorze projets de l'Initiative pour la promotion des jeunes étaient axés sur la participation politique et la sûreté, la sécurité et la protection. Outre le fait que tous les projets devaient affecter au moins 40 % de budget à des partenaires nationaux et locaux de la société civile, les organisations de la société civile ont été les bénéficiaires directs d'un montant de 26,8 millions de dollars dans le cadre de 17 projets, et d'un montant de 7,9 millions de dollars dans le cadre de quatre propositions conjointes avec des entités des Nations unies. Le Fonds a lancé un projet pilote visant à décentraliser l'Initiative de promotion de l'égalité des sexes en Gambie, au Guatemala, en Haïti et au Niger. Tirant parti des enseignements de l'examen thématique sur la consolidation de la paix au niveau local, le Fonds investira 2,5 millions de dollars dans chaque pays pour encourager la maîtrise nationale de la sélection des propositions de consolidation de la paix tenant compte des questions de genre, tout en élargissant l'accès des organisations de la société civile nationales et locales au financement.

20. En 2022, le Fonds a vu que les projets de son portefeuille qui visent à renforcer la participation des femmes et des jeunes à la prise de décisions et à la vie socioéconomique et politique, conformément au programme pour les femmes et la paix et la sécurité et au programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, ont donné des résultats concrets. À Madagascar, à l'issue d'un projet exécuté par l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique, 84 % des populations cibles avaient une impression positive de la participation des femmes à la prise de décisions (alors qu'elles n'étaient, contraste saisissant, que 12 % au départ), les femmes ayant participé de façon plus active à désamorcer les conflits liés à des questions telles que l'utilisation de l'eau, le vol de bétail et l'éducation. En Sierra Leone, du fait de la formation et du soutien fournis, par l'intermédiaire de l'Organisation catholique de secours et d'aide au développement, à 23 associations dirigées par des jeunes dans les districts de Pujehun et de Tonkolili, les comités de sécurité de district ont restructuré leur composition pour accueillir des jeunes, en particulier des jeunes femmes. Au Libéria, Stichting ZOA a mené à bien un projet promouvant l'exercice de responsabilités par les femmes et leur participation à la vie civique et politique dans les comtés de Bong et de Montserrado. Tous les répondants à l'enquête sur la perception ont indiqué que le projet avait contribué à améliorer les capacités des femmes d'exercer des responsabilités, et 98 % ont estimé que le projet avait augmenté la participation des femmes dans les espaces de médiation. En Bolivie, le Fonds a permis une plus grande sensibilisation au rôle des femmes et des jeunes en tant que bâtisseurs de paix, grâce à diverses formes d'art et de communication associant plus de 9 000 personnes et soutenues par le HCDH, le PNUD et ONU-Femmes.

21. La participation des femmes et des jeunes aux dialogues et à la médiation à l'échelle locale a donné lieu à des solutions concrètes pour la paix dans plusieurs groupes de population. Au Burundi, des médiatrices ont traité 3 090 différends, dont 59 % ont été considérés comme entièrement réglés par les deux parties, grâce au soutien apporté par ONU-Femmes et l'American Friends Service Committee au Réseau des femmes médiatrices et grâce à la formation de 360 médiatrices. En Sierra Leone, des jeunes ont animé un processus de médiation qui a conduit au règlement pacifique d'un conflit entre une compagnie minière et la police locale. En Guinée, où

⁵ Tableau des projets approuvés par le Fonds pour la consolidation de la paix (document interne) et descriptifs des projets.

les conflits interethniques sont en hausse dans plusieurs localités de la région de la Guinée forestière, un projet mis en œuvre par l'OIM, le FNUAP et le HCDH a permis à 360 jeunes leaders de divers groupes de prévenir activement et de résoudre les conflits. À Kobela (Guinée), les plaintes déposées au commissariat de police ont diminué de 40 % depuis que les associations de jeunes ont commencé leurs activités.

22. Une approche de la prévention des conflits axée sur l'être humain signifie également qu'il faut soutenir les populations et les communautés à risque en leur proposant de nouveaux moyens de subsistance. Aux Philippines, l'OIM, le FNUAP et ONU-Femmes ont accompagné la réintégration d'ex-combattantes du Front de libération islamique Moro, en particulier 555 ex-combattantes et leur famille qui avaient été isolées dans les camps et les communautés. Après 22 mois, les femmes ont amélioré leurs compétences en matière d'exercice de responsabilités, comme en témoignent les rôles de travailleuses para-sociales et de facilitatrices de paix qu'elles occupent pour les bureaux municipaux d'aide sociale et de développement. En outre, les femmes disposent désormais d'une source de revenus stable et appartiennent à 15 coopératives nouvellement créées. En Colombie, un projet mis en œuvre par la Fundación de Estudios Superiores Universitarios de Urabá Antonio Roldán Betancur établit actuellement des réseaux féminins de consolidation de la paix dans certaines municipalités afin de formuler des plans locaux de consolidation de la paix. En conséquence, figure désormais dans les plans locaux de consolidation de la paix mis au point à Acandí, El Bagre et Turbo la protection par les communautés de 360 hectares de forêt considérés comme risquant de devenir des plantations de cultures illicites.

23. Les jeunes étant particulièrement exposés dans les zones touchées par la violence en bande organisée, les efforts du Fonds visant à soutenir l'inclusion socioéconomique pour récolter les dividendes de la paix se concentrent surtout sur les jeunes hommes et les jeunes femmes. Dans le cadre de l'action de prévention de l'extrémisme violent en Mauritanie, l'ONUSC et l'Organisation internationale du Travail facilitent actuellement la réinsertion économique des jeunes en conflit avec la loi. Soixante-sept entreprises privées, prêtes à employer ces jeunes, ont été recensées comme partenaires. En Sierra Leone, sous l'effet combiné de la formation, du soutien psychosocial, du dialogue avec les autorités et de la fourniture de moyens de subsistance agricoles aux jeunes à risque par la FAO, le PNUD et le FNUAP, le niveau de criminalité et de violence attribuées aux jeunes et aux bandes organisées signalé par les populations locales et les prestataires locaux de services de sécurité a été considérablement réduit. À Wau, au Soudan du Sud, l'OIM et l'UNESCO ont obtenu des résultats remarquables dans le cadre d'un projet consistant à offrir à plus de 400 jeunes à risque et membres de bandes organisées un accompagnement à la formation professionnelle. Les jeunes ont ainsi changé leur mode de vie et investi dans leur avenir, ce qui a transformé la façon dont les populations les perçoivent et amélioré concrètement la situation en matière de sécurité. Au moins 75 % des 413 jeunes qui ont acquis de l'autonomie grâce au projet continuent à faire vivre et à développer leur petite entreprise à un rythme régulier. Au Soudan, le HCR et l'OIM ont commencé à élaborer une méthode visant à établir les caractéristiques des vulnérabilités des personnes déplacées, à appliquer en tenant compte de l'âge et du sexe. En outre, à la Jamaïque, le PNUD, l'UNESCO, le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et l'ONUSC mettent en œuvre le fonds « Sauver des vies » pour lutter contre la prolifération des armes de petit calibre et la violence armée parmi les groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. Quarante-cinq jeunes à risque (dont 44 % de jeunes femmes) ont été formés aux compétences psychosociales, l'objectif étant de faciliter le règlement pacifique des conflits et de réduire la violence en bande organisée.

24. Conscient des grandes difficultés auxquelles les personnes subissant des formes multiples et croisées de discrimination font face, ainsi que de l'importance de disposer d'un espace civique dynamique, le Fonds a encouragé ces dernières années les initiatives visant à protéger et à soutenir les défenseurs des droits humains, notamment par l'intermédiaire de l'Initiative pour la promotion des jeunes et de l'égalité des genres. En Bolivie, le HCDH, le PNUD et ONU-Femmes ont accompagné la création d'un réseau de défenseuses des droits humains, comprenant 94 femmes de 44 organisations, qui ont participé à 18 espaces de dialogue pour définir les priorités et les besoins relatifs au programme national pour la paix. Au Libéria, on donne aux organisations et aux militantes et militants qui défendent les droits des femmes et l'égalité des genres les moyens d'agir pour revendiquer leurs droits et aider les autres. L'évaluation finale du projet, qui a été exécuté par la Kvinna till Kvinna Foundation, a montré que l'état d'esprit de certains groupes de population avait évolué et que l'approche de la consolidation de la paix fondée sur les droits humains était mieux comprise. On a enregistré une augmentation de 54 % du nombre de défenseurs et défenseuses des droits humains se sentant suffisamment en sécurité pour faire leur travail.

25. Les interventions du Fonds visant à combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre ont produit des résultats certains. Plus particulièrement, dans le cadre du processus de justice transitionnelle lancé en Gambie en 2017, le Gouvernement a approuvé l'ensemble des 29 recommandations sur la violence sexuelle et fondée sur le genre formulées par la Commission vérité, réconciliation et réparations. Le projet a permis de soutenir une série de consultations nationales et la diffusion d'un appel à notes de position sur les recommandations de la Commission afin d'aider le Gouvernement à élaborer sa réponse officielle aux recommandations de la Commission. En outre, le Fonds a financé l'action du HCDH et du PNUD consistant à fournir un accompagnement en matière de santé mentale et un soutien psychosocial aux 40 personnes survivantes qui ont témoigné devant la Commission. Parallèlement, le Ministère des femmes, des enfants et de la protection sociale bénéficie actuellement d'un soutien pour élaborer, en collaboration avec le Ministère de la justice, le projet de loi portant modification de la loi sur les infractions sexuelles, qui prévoit la création de tribunaux spéciaux pour les violences fondées sur le genre afin d'améliorer l'accès des survivantes et survivants aux services et à la justice. Au Cameroun, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, dans le cadre de divers projets, la disponibilité et la fonctionnalité des mécanismes d'orientation et des services relatifs à la violence fondée sur le genre ont été améliorées grâce à la formation de 50 prestataires de services et de 50 agents de santé et à la fourniture de matériel à 55 établissements de santé. En outre, 2 000 femmes et filles ont reçu des kits dignité, et 202 survivantes et survivants ont bénéficié d'une aide à la subsistance. Au Burkina Faso, dans la région du Centre-Nord, le FNUAP et le HCR ont apporté un soutien intégré aux personnes déplacées. À la suite d'activités de sensibilisation et de dialogues sur la violence, 588 cas de violence fondée sur le genre ont été révélés et renvoyés vers des services spécialisés, 574 personnes rescapées de violences sexuelles et fondées sur le genre ont reçu un soutien psychosocial et 30 comités de protection ont été mis en place.

D. Domaines prioritaires et autres tendances

26. Dans ses quatre domaines prioritaires, le Fonds a continué d'enregistrer des progrès essentiels en matière de consolidation de la paix, aussi bien dans les domaines d'investissement prioritaires susmentionnés qu'en dehors. Dans le cadre de son objectif relatif à l'application et à la pérennisation des accords de paix, le Fonds a continué d'aider la Papouasie-Nouvelle-Guinée à appliquer l'Accord de paix de

Bougainville, conclu en 2001, et de l'accompagner dans la phase suivant le référendum de 2019 sur l'avenir politique de Bougainville. Plus précisément, le PNUD, le FNUAP et ONU-Femmes ont contribué à l'action menée par le Gouvernement pour parvenir à des accords cruciaux, notamment par la signature du Pacte d'Era Kone en avril 2022. En outre, 479 dialogues sur la transition organisés au sujet de l'après-référendum ont touché 6 552 personnes entre 2020 et 2022, dont près de 49 % de femmes et 35 % de jeunes, dans la région autonome de Bougainville. La quasi-totalité des personnes ayant répondu à l'enquête de perception en 2022 ont exprimé leur confiance dans le soutien apporté par les Nations Unies à la consolidation de la paix en vue d'un dialogue constructif. Une évaluation indépendante a mis en évidence l'utilité de créer un dialogue au niveau local en amenant des acteurs de paix reconnus à faciliter la réconciliation. À l'appui de l'application de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, le PNUD a aidé à intégrer la représentation et les besoins des femmes dans la réforme et les institutions du secteur de la sécurité. Les femmes en uniforme sont devenues plus visibles après avoir formé un réseau de 178 femmes dans le secteur de la sécurité, ce qui a renforcé la prise en compte des questions de genre et le principe de responsabilité dans ce secteur. Dans le cadre des mesures de justice transitionnelle énoncées dans l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable en Colombie, conclu en 2016, une initiative menée par Christian Aid Ireland a fourni une assistance juridique aux femmes, aux minorités de genre et aux minorités sexuelles qui ont été victimes du conflit armé, y compris dans un macro-dossier pour lequel des réparations collectives ont été demandées pour ce groupe à l'échelle nationale. S'appuyant sur cette expérience, d'autres donateurs soutiennent des macro-dossiers, ce qui témoigne du rôle de catalyseur joué par le projet.

27. Le même domaine prioritaire comprend le renforcement de l'état de droit. À cet effet, au Mali, le PNUD, le HCDH et ONU-Femmes ont contribué à fournir une assistance juridique et judiciaire devant les tribunaux compétents à 327 victimes et aux familles de personnes disparues ou tuées. On a mis en place un fonds d'assistance juridique et judiciaire pour aider les victimes, principalement des femmes, dans 15 affaires emblématiques, et la création d'une base de données permettant la collecte et l'utilisation fiables et efficaces de données sur les violations des droits humains a considérablement renforcé les capacités de la Commission nationale des droits de l'homme. Au Burkina Faso, dans le cadre d'un projet de l'OIM et de l'ONUDC, plus de 795 détenus ont reçu une aide juridique, ce qui a conduit à la libération de 76 d'entre eux.

28. Dans le cadre du domaine prioritaire qui consiste à favoriser le dialogue et la coexistence pacifique, la prévention de la violence électorale constitue un thème important de la stratégie du Fonds. Au Honduras, par exemple, le HCDH, le PNUD et ONU-Femmes ont donné une impulsion à la surveillance des droits humains dans le contexte électoral en renforçant les capacités de l'institution nationale des droits de l'homme et en apportant une assistance technique au tribunal de justice électorale et à la cellule spécialisée dans la lutte contre les crimes électoraux au bureau du Procureur général. Des espaces de dialogue entre les institutions électorales et les organisations de la société civile ont permis une plus grande participation des groupes jusqu'alors sous-représentés, notamment la population autochtone, les personnes d'ascendance africaine et les personnes en situation de handicap. En outre, les campagnes de communication soutenues dans le cadre du projet ont touché plus de 1,5 million de personnes dans tout le pays. En Somalie, avec l'appui du Fonds, le PNUD et la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ont soutenu la participation de parties prenantes nationales aux consultations visant à parvenir à un accord sur les élections. Cela a permis d'instaurer un dialogue entre le Gouvernement fédéral et les États membres de la fédération, ce qui a débouché sur des élections

généralement pacifiques et l'acceptation des résultats. Pour concourir à la tenue d'élections pacifiques en Gambie, le PNUD, l'UNESCO et le FNUAP ont échangé avec 2 128 jeunes hommes et femmes de toutes les régions lors de dialogues locaux et intergénérationnels. Selon une enquête de perception menée par les personnes impliquées dans le projet, la perception publique des jeunes en tant que bâtisseurs de paix s'est considérablement améliorée, et les jeunes ont utilisé leurs compétences nouvellement acquises pour prévenir et résoudre les conflits, en particulier ceux découlant des discours de haine qui circulent pendant les cycles électoraux.

29. Dans le cadre du domaine prioritaire du Fonds lié à la revitalisation économique, deux projets en République centrafricaine s'appuient sur des travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre pour générer des moyens de subsistance et des retombées économiques immédiates de la paix en faveur de 2 450 personnes. Plus précisément, dans les villes de Paoua et d'Alindao, l'accent est mis sur la recherche de solutions durables pour les réfugiés de retour du Cameroun et du Tchad, avec la création de 12 clubs de paix visant à promouvoir la coexistence pacifique. Le Fonds a permis à 1 500 enfants d'être scolarisés et 500 jeunes à risque, anciennement associés à des groupes armés, ont bénéficié d'un soutien à la réintégration socioéconomique axé sur l'agriculture et l'élevage et sur les activités « argent contre travail », contribuant ainsi au redressement des marchés locaux. En Colombie, le PNUD et l'ONUDC font le lien entre les droits humains et l'action menée pour redynamiser les économies locales dans les départements du Cauca, du Chocó, de Nariño et du Norte de Santander. Le soutien à 50 entreprises productives mises sur pied par des défenseurs et défenseuses des droits humains, des responsables locaux et d'ex-combattants a bénéficié à 2 052 personnes (dont 59 % de femmes) et a contribué à prévenir le recours aux cultures illicites comme stratégie de subsistance.

30. Des progrès ont été réalisés dans le quatrième domaine prioritaire, qui vise à rétablir les services administratifs essentiels en renforçant les capacités de base de l'État. À Madagascar, dans le cadre du projet exécuté par l'OIM, le PNUD et le FNUAP, cinq postes de police avancés ont été construits et ont reçu du matériel et une formation, et des activités de sensibilisation des populations locales et de dialogue entre les civils et les militaires ont été organisées. Aussi une baisse substantielle de la criminalité locale a-t-elle été observée autour des postes de police avancés. Le pourcentage de personnes satisfaites du rôle des forces de sécurité dans la population locale est passé de 12 % à 82 %. Dans le nord du Tchad, où les services décentralisés sont absents depuis 2018, l'OIM et l'organisation Handicap International mettent en œuvre des projets conjoints axés sur les besoins des jeunes. Grâce à une aide socioéconomique et au renforcement des capacités de plus de 400 personnes, s'est instauré un climat plus favorable au dialogue pacifique entre les populations locales et l'État, ainsi qu'au retour des services.

31. Le Fonds continue de constater une demande croissante de soutien pour contrer les discours de haine et autres pratiques qui sèment la division. Au Sri Lanka, la persistance et la généralisation des discours de haine et du harcèlement à l'égard des minorités ethniques et religieuses et des femmes menacent la cohésion sociale. Grâce au financement du Fonds, le PNUD et l'UNICEF ont aidé des organisations de la société civile à apprendre à mieux surveiller et analyser les tendances en matière de discours haineux, notamment sur les médias sociaux. Leurs rapports mensuels sont communiqués à l'équipe de pays des Nations Unies et à ses partenaires de manière à éclairer les cadres stratégiques et les programmes. Au Kenya, le HCDH et le PNUD ont contribué à réduire les risques de conflit violent dans la période des élections et ont renforcé les capacités d'alerte et d'intervention rapides. Le projet a permis de mobiliser une large coalition et donné les moyens à une plateforme nationale de détecter plus de 800 cas liés à des discours haineux lors des élections nationales de 2022, d'enquêter à leur sujet et d'y riposter. Des analyses des tendances, des risques

et des problèmes signalés, hors ligne et en ligne, fournies en temps voulu ont éclairé les interventions et l'action préventive aux niveaux national et infranational, touchant plus de 7 millions de personnes en ligne et 10 millions de personnes par la radio.

32. Comme l'ont souligné les rapports précédents, il est de plus en plus nécessaire de s'intéresser au lien entre changements climatiques et conflits, ainsi qu'aux effets de la concurrence accrue pour les ressources naturelles. Le fait que le Fonds ait prêté davantage d'attention à ces sujets ces dernières années a donné lieu à des succès notables en 2022. Dans l'est du Tchad, le HCR et le PAM s'efforcent de prévenir et de gérer les tensions intercommunautaires en améliorant l'accès aux ressources naturelles et leur gestion. Grâce au projet, en 2022, 361 conflits entre réfugiés et communautés d'accueil ont été réglés pacifiquement suite au renforcement de la capacité des autorités locales à appliquer le droit et à rendre la justice dans le règlement des différends relatifs au partage des ressources naturelles. En conséquence, les conflits entre les réfugiés et les communautés d'accueil, ainsi qu'entre les communautés d'agriculteurs et celles d'éleveurs, sont désormais automatiquement portés devant un comité unique où toutes les parties sont représentées. Au Niger, dans la région de Zinder, avant le début d'un projet mis en œuvre par la FAO et le FNUAP, les autorités administratives avaient du mal à obtenir en temps voulu des informations sur les activités agricoles et pastorales, notamment sur le calendrier des migrations saisonnières et l'accès aux champs. Des négociations préalables à la migration déterminent désormais les dates de déplacement et d'accès aux champs par les pasteurs afin de prévenir d'éventuels conflits entre les populations. Le projet a conduit à la création d'un forum régional annuel qui réunit toutes les parties prenantes et qui sous-tend désormais le processus.

33. S'agissant toujours des notions émergentes de sécurité climatique et de la consolidation de la paix environnementale, en Guinée, la haute Guinée a été particulièrement touchée par la dégradation de l'environnement causée par les êtres humains, qui est maintenant aggravée par les conséquences des changements climatiques. L'insécurité alimentaire entraînée par la rareté croissante des ressources naturelles a exacerbé les tensions et les affrontements. Un projet mené par l'Agence de coopération et de recherche pour le développement a permis la création et la mise en service de quatre plateformes de coopération multipartites, qui rassemblent tous les acteurs autour du problème commun de l'insécurité alimentaire croissante, l'objectif étant de prévenir et de résoudre les conflits liés aux ressources naturelles. Des dialogues et des formations sur la cohésion sociale et les causes et conséquences de la dégradation de l'environnement et de la biodiversité ont réuni plus de 3 000 personnes. Ils ont permis de créer une vision commune, parmi les acteurs concernés, des moyens de répondre aux problèmes. Dans les îles du Pacifique, l'OIM et le PNUD ont consulté 1 500 personnes à Kiribati, aux Îles Marshall et aux Tuvalu sur les questions de sécurité climatique régionale, à la suite de quoi ils ont concouru à l'établissement de trois profils de sécurité climatique spécifiques à chaque pays⁶ et d'un projet de cadre d'évaluation de la sécurité climatique régionale. Ce cadre, issu d'un dialogue régional animé par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, vise à donner aux acteurs les moyens de recenser et d'atténuer les menaces relatives au climat qui pèsent sur la sécurité humaine.

34. Outre l'accent de plus en plus marqué mis par le Fonds sur la prévention ces dernières années, des événements survenus dans plusieurs pays du portefeuille du Fonds ont nécessité de nouvelles modalités de travail pendant ou immédiatement

⁶ Programme des Nations unies pour le développement, Bureau du Pacifique, profils d'évaluation des risques de sécurité climatique pour Kiribati, les Îles Marshall et les Tuvalu, 10 novembre 2022. Disponibles à l'adresse suivante : <https://www.undp.org/pacific/publications/climate-security-risk-assessment-profiles>.

après les troubles politiques et les changements anticonstitutionnels de gouvernement, venant compléter l'action menée par ailleurs en faveur de la paix et de la médiation. À la suite du coup d'État militaire de 2021 au Soudan, le Fonds a réorienté sa stratégie vers un engagement plus infranational afin de fournir un soutien essentiel aux populations qui en avaient le plus besoin. Par exemple, en 2022, le Fonds a approuvé un programme de consolidation de la paix de 10 millions de dollars pour les États de la Mer Rouge, de Kassala et de Gedaref, dans l'est du Soudan, afin de soutenir le renforcement des mécanismes de règlement des conflits au niveau local, en assurant la participation effective des groupes sous-représentés aux processus locaux de consolidation de la paix, et en améliorant l'accès aux services essentiels, aux ressources naturelles et aux moyens de subsistance, ainsi que leur gestion. Le programme contribue à mettre en œuvre l'approche commune des Nations Unies de l'équipe de pays intégrée des Nations Unies pour soutenir les priorités programmatiques dans la situation politique actuelle. Au Tchad, où la transition politique et institutionnelle s'est poursuivie, le PNUD, le FNUAP et le HCDH ont soutenu le dialogue national inclusif et souverain, une étape clé de la transition, afin de promouvoir une plus grande inclusion et une plus grande conformité avec les normes internationales en matière de droits humains. Un soutien technique a permis de rendre opérationnelle la commission chargée de la vérification de la légalité des détentions, et toutes les manifestations ont été surveillées par des experts nationaux et internationaux des droits humains en 2022, conformément à la stratégie de surveillance du HCDH. La formation de 76 membres de la société civile, dont 34 femmes, à la surveillance et au signalement des violations des droits humains a conduit à la création d'un réseau chargé de réaliser un audit social de la transition. En Guinée, le Coordonnateur résident a demandé au Fonds d'intervenir rapidement pour soutenir l'action conjointe des Nations Unies après la prise du pouvoir par la force en septembre 2021. En 2022, le Fonds a approuvé un ensemble de trois projets d'appui à la transition, conformément au plan stratégique de transition des Nations Unies et à la feuille de route de transition des autorités. Les projets visaient à soutenir une transition inclusive et participative en renforçant le pouvoir de décision des femmes et des jeunes et en favorisant la cohésion sociale, la réconciliation et la justice transitionnelle.

35. Sous les auspices du Fonds, le Mécanisme d'appui à l'action humanitaire, au développement, à la consolidation de la paix et aux partenariats renforce actuellement la capacité des Nations Unies à collaborer avec la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales au sujet de l'harmonisation et de la mise en cohérence des priorités dans le domaine de la prévention et les contextes de transition⁷. Le Mécanisme a alloué 2,23 millions de dollars en 2022, bénéficiant à 17 projets dans 14 pays et à une initiative sous-régionale dans le bassin du fleuve Mano visant à élaborer des plateformes de données et des analyses communes, à déployer des capacités de liaison et de coordination spécialisées et à lancer des programmes d'apprentissage aux fins de synergies et d'une efficacité accrues pour atteindre les résultats nationaux en matière de consolidation de la paix (voir tableau 3).

⁷ Des informations détaillées sur le Mécanisme sont disponibles à l'adresse suivante : www.un.org/peacebuilding/policy-issues-and-partnerships/partnerships/un-worldbank-partnership.

Tableau 3
Résultats d'ensemble du Fonds pour la consolidation de la paix (2021-2022)

<i>Domaines prioritaires</i>	<i>Nombre de projets^a</i>	<i>Pourcentage de projets pour lesquels l'obtention de résultats est en bonne voie</i>	<i>Pourcentage de projets pour lesquels l'obtention de résultats est en bonne voie et pour lesquels des éléments montrent qu'ils contribuent à la consolidation de la paix^b</i>
Domaine prioritaire n° 1^c			
2022	21	57	33
2021	29	79	34
Domaine prioritaire n° 2^d			
2022	174	81	19
2021	151	77	21
Domaine prioritaire n° 3^e			
2022	7	57	14
2021	16	88	31
Domaine prioritaire n° 4^f			
2022	22	86	9
2021	25	92	16
Total pour 2022	224	79	19
Total pour 2021	221	80	23

Source : Évaluations de projets menées par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, rapports périodiques et évaluations nationales indépendantes.

^a Le tableau comprend les projets en cours pour lesquels il existe des données quant aux résultats ; n'y figurent pas ceux qui en sont aux premiers stades de mise en œuvre.

^b Pour pouvoir établir que les résultats contribuent à la consolidation de la paix, il faut ce que ceux-ci soient obtenus au niveau sociétal ou structurel, notamment des changements dans les attitudes, les comportements ou les institutions.

^c Réforme du secteur de la sécurité, état de droit, désarmement, démobilisation et réintégration, et dialogue politique.

^d Réconciliation, gouvernance démocratique, et prévention et gestion des conflits.

^e Emploi et accès équitable aux services sociaux.

^f Capacités de l'État, élargissement de l'autorité de l'État et gestion des ressources consacrées à la consolidation de la paix.

36. Les situations fragiles sur le plan politique et sur le plan de la sécurité, qui entraînent souvent des entraves à la circulation, peuvent gravement compromettre les capacités des partenaires de réalisation, ce qui peut causer des retards ou mettre les projets sur une mauvaise voie. De tous les projets qui ne sont pas en bonne voie, 83 % sont concentrés au Burkina Faso, au Cameroun, en Gambie, au Guatemala, en Guinée-Bissau, en Haïti, au Mali, au Myanmar, au Niger, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en République centrafricaine, au Soudan, au Soudan du Sud et au Tchad. Le Fonds suit la mise en œuvre des projets et travaille avec les équipes de pays des Nations Unies, les États et leurs partenaires pour assurer un soutien régulier à ces projets. Sur les 45 projets signalés comme n'étant pas en bonne voie en novembre 2021, seuls 7 étaient encore signalés comme tels en novembre 2022. Compte tenu de la tolérance du Fonds au risque et des contextes dans lesquels il intervient, il est raisonnable de s'attendre à un certain nombre de retards et il est nécessaire de les autoriser.

IV. Surveillance et gestion du Fonds pour la consolidation de la paix

A. Groupe consultatif

37. Après avoir énergiquement appuyé la demande du Secrétaire général en faveur d'un financement plus prévisible, suffisant et souple du Fonds dans la perspective de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement de la consolidation de la paix, le sixième Groupe consultatif a achevé son mandat de deux ans. Le Secrétaire général a nommé les membres du septième Groupe consultatif, qui a tenu sa première réunion en novembre 2022. À la suite de consultations avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix et la présidence et les vice-présidences de la Commission de consolidation de la paix, le Groupe a défini quatre domaines prioritaires pour son rôle de supervision : a) la portée du Nouvel Agenda pour la paix ; b) le rôle de connecteur que joue le Fonds dans le système des Nations Unies et, plus largement, parmi les acteurs de la consolidation de la paix ; c) la mesure des résultats obtenus et la communication à leur sujet ; d) le financement.

B. Budget et personnel

38. En 2022, les dépenses engagées au titre de la gestion du Fonds ont été estimées à 4,8 millions de dollars, prélevés sur les frais d'administration s'élevant à 3 % des contributions, comme le prévoit le mandat du Fonds. En outre, le Fonds a investi dans des activités d'élaboration, de suivi et d'évaluation afin d'aider les équipes de pays et leurs partenaires à atteindre les objectifs ambitieux de la stratégie du Fonds pour 2020-2024 et d'entreprendre des examens thématiques globaux et des évaluations de portefeuille pour les pays qui arrivent à la fin de la période d'admission au bénéfice de l'aide du Fonds. Le Fonds a continué de faire jouer les accords conclus matière de personnel avec les Volontaires des Nations Unies et le Programme des administrateurs et administratrices auxiliaires et de bénéficiaire de personnel détaché au Bureau d'appui à la consolidation de la paix par ONU-Femmes et le HCDH.

39. Parmi les visites de travail réalisées en 2022, citons notamment les suivantes : a) des sessions de formation mondiales sur la prise en compte, dans les programmes, des questions de genre et des jeunes au Kenya et au Sénégal ; b) les rencontres du Bureau d'appui à la consolidation de la paix avec ses partenaires en Allemagne, au Canada, au Japon, aux Pays-Bas, en République de Corée, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et en Suède ; c) les visites conjointes du Bureau d'appui à la consolidation de la paix au Kenya, au Mozambique et au Soudan du Sud ; d) la facilitation du lancement du cadre de résultats stratégiques en République démocratique du Congo, au Honduras, au Libéria et au Niger ; e) la première visite de donateurs au Soudan depuis la pandémie ; f) des missions de programmation en Bosnie-Herzégovine, au Burkina Faso, en Colombie, en Gambie, en Guinée, aux Îles Salomon, à Madagascar, au Mali et au Tchad.

C. Amélioration du suivi et de l'évaluation

40. En 2022, les deux examens thématiques annuels étaient axés sur la consolidation de la paix au niveau local et sur les problèmes de sécurité climatique. L'examen thématique sur la consolidation de la paix au niveau local a permis de constater que par son soutien aux structures de paix locales, le Fonds avait concouru à régler de manière effective les conflits à l'échelle locale et que les mécanismes d'octroi de

petites subventions soutenus par le Fonds avaient contribué de manière positive à instaurer la confiance entre les administrations locales et leurs administrés. L'examen thématique a mis en évidence l'importance de l'autonomie financière et de la force institutionnelle des artisans de la paix locaux, le rôle des volontaires locaux dans le dialogue avec les groupes marginalisés et l'importance des liens entre le local et le national dans la conception des projets pour la durabilité des résultats⁸. L'examen thématique a été réalisé dans le cadre d'un partenariat tripartite avec PeaceNexus Foundation et les Volontaires des Nations Unies, en utilisant un modèle de recherche innovant faisant intervenir de jeunes chercheurs volontaires issus des contextes sur lesquels portaient les études de cas. L'examen thématique en cours sur les défis à relever en matière de sécurité climatique et de consolidation de la paix, commandé en février 2022 en partenariat avec la FAO, l'UNICEF, le mécanisme de sécurité climatique et le Royaume-Uni, a permis de mesurer le rôle essentiel de l'approche transfrontières adoptée par le Fonds, étant donné la nature transnationale des menaces qui pèsent sur la sécurité climatique et l'efficacité du financement pour la prévention et la gestion des conflits au niveau local concernant les ressources naturelles. En partenariat avec la Suisse et le HCDH, le Fonds a entamé un examen thématique des droits humains et de la consolidation de la paix, qui sera achevé en décembre 2023.

41. Quarante-deux évaluations de projet ont été réalisées en 2022. En outre, le Fonds a supervisé un examen stratégique indépendant du portefeuille en Guinée qui a révélé que le Fonds avait contribué à la consolidation de la paix sur le plan du dialogue politique, de la justice et de la réforme du secteur de la sécurité, renforcé les relations au niveau local, augmenté l'accès à la prise de décision et amélioré la situation socioéconomique des femmes et des jeunes. Le Fonds a publié sa première politique d'évaluation qui décrit la structure organisationnelle, les procédures et les responsabilités s'agissant de la fonction d'évaluation du Fonds aux niveaux mondial et national et au niveau des projets⁹. La politique a défini les règles budgétaires en matière d'évaluation des projets et institué un processus géré de manière centralisée pour les projets dont le budget est inférieur ou égal à 1,5 million de dollars. Toutes les évaluations finales sont désormais soumises à une évaluation externe de la qualité, et les scores de qualité des évaluations seront mis à la disposition du public.

42. Dans le cadre de ses investissements dans l'amélioration du suivi, le Fonds a soutenu les initiatives de collecte de données participative, notamment les enquêtes de perception et le suivi local, au niveau des projets et des pays, au Cameroun, au Guatemala, au Niger et en République centrafricaine. Ces méthodes ont également été intégrées dans les plans de suivi des cadres de résultats stratégiques pour le Guatemala et le Niger et dans les nouveaux mécanismes de mise en commun des données entre les parties prenantes de l'État et de la société civile.

43. Dans le cadre de l'initiative d'évaluation et de diffusion des résultats obtenus par le Fonds pour la consolidation de la paix, PeaceFIELD, lancée en janvier 2021, trois études de cas ont débuté, au Guatemala, dans la région de la frontière entre le Mali et le Niger, et au Soudan ; les populations où le projet serait mis en œuvre ou a été mis en œuvre sont analysées et comparées à des groupes témoins. Plusieurs enseignements ont été tirés de cette démarche, notamment en ce qui concerne la portée et l'échelle des projets et la nécessité d'investir dans l'établissement de partenariats nationaux pour la collecte de données. Les résultats de l'étude de cas Mali-Niger et des études de référence dans la vallée du Polochic et au Darfour étaient attendus au début de 2023.

⁸ Organisation des Nations Unies, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, *Thematic Review on Local Peacebuilding*, New York, mai 2022.

⁹ Voir https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/pbf_evaluation_policy_2022-2024.pdf.

V. Conclusion

44. Comme l'illustre le présent rapport, tout au long de l'année 2022, le Fonds pour la consolidation de la paix a continué de démontrer son utilité. Il a encouragé une plus grande cohérence entre les entités des Nations Unies, par exemple en finançant les aspects liés à la paix des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a mis davantage l'accent sur la gestion axée sur les résultats grâce à des cadres de résultats stratégiques à plus long terme au niveau national, une nouvelle politique d'évaluation, des travaux de recherche supplémentaires sur le terrain et une meilleure communication. En 2023, le Fonds continuera de répondre à la demande des pays, en tenant compte des recommandations de l'examen à mi-parcours de sa stratégie pour 2020-2024. Il s'agira notamment de dynamiser les comités directeurs conjoints au niveau national, de renforcer l'adaptation de l'action de consolidation de la paix à la situation locale, d'affiner la stratégie du Fonds dans les contextes de transition des missions des Nations Unies et d'investir davantage dans le suivi des résultats, notamment par la production et l'utilisation de données. Cependant, sans une augmentation des contributions en conséquence, il ne sera pas possible de maintenir un niveau constant de financement en faveur de la paix, ce qui est pourtant ô combien nécessaire. J'espère donc qu'au terme de ses débats, la Cinquième Commission se prononcera favorablement concernant ma proposition (voir [A/76/732](#)), qui vise à financer la prévention des conflits et la consolidation de la paix de manière plus prévisible grâce au versement de contributions statutaires au Fonds.
